



## FAITS MARQUANTS DE LA CDP-4 DE LA CCD MERCREDI, 20 DECEMBRE 2000

La Plénière se réunit tout au long de la journée pour entendre les 32 dernières déclarations dans le segment spécial sur la mise en œuvre de la Convention, déclarations faites par un Premier Ministre, et des fonctionnaires et des représentants des organes de haut rang et agences spécialisées des Nations Unies, et engager un dialogue avec les ONG. Le groupe de travail ad hoc sur l'évaluation de la mise en œuvre de la CCD (GTAH) se réunit pour examiner les rapports régionaux présentés par les groupes d'Amérique Latine et Caraïbes et de la Méditerranée du Nord, et six rapports de pays présentés par les représentants d'Italie, Bolivie, Argentine, Chili, Cuba, Portugal et Moldavie.

### PLENIERE

**SEGMENT SPECIAL:** Le Président de la CdP-6 de la CCC et la CONVENTION SUR LES TERRES HUMIDES mirent en exergue les liens entre leurs Conventions et la CCD. Le CENTRE INTERNATIONAL POUR LA RECHERCHE AGRICOLE, le COMITE INTERGOUVERNEMENTAL PERMANENT POUR LE CONTRÔLE DE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL, la BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT, l'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE, l'INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE, la CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT, l'ORGANISATION AFRICAINE DE CARTOGRAPHIE ET DE DETECTION A DISTANCE et le SAINT SIEGE décrivent leur soutien passé et continu aux activités de la CCD. Concernant le financement de la CCD, le BOSTWANA et la GUINEE BISSAU appelèrent à une fenêtre du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) pour financer la mise en œuvre de la CCD. Le RWANDA appela à un mécanisme financier qualifié dans le cadre de la CCD. La SUEDE et le Pakistan accueillirent la décision du FEM pour explorer un soutien possible aux activités de lutte contre la désertification. La REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE DU LAOS invita les donateurs à soutenir le Mécanisme Mondial (MM). Le SOUDAN, l'INDONESIE et le MYANMAR appelèrent à un soutien des activités dans leurs régions. Le GHANA déclara que le commerce perpétuait la dégradation des terres et appela l'Organisation Mondiale pour le Commerce à aborder les problèmes rencontrés par l'Afrique. Le TCHAD soutint l'établissement d'un comité pour la mise en œuvre de la CCD. Le CAMBODGE et le SRI LANKA voulaient collaborer avec le Secrétariat de la CCD. La PALESTINE déclara que sa récente législation environnementale contenait un chapitre sur la désertification. Le YEMEN nota que la lutte contre la désertification améliorerait l'agriculture et aidait à l'allègement de la pauvreté. ISRAEL déclara que sa recherche avait démontré les limites de la science et de la technologie et la nécessité d'agir prudemment dans des écosystèmes fragiles PALAU, les ILES MARSHALL et la PAPOUASIE NOUVELLE GUINEE invitèrent le Secrétariat à organiser un atelier régional pour les Iles Pacifiques. L'EQUATEUR déclara qu'il participerait dans les activités de la CCD et l'Eval-

uation de la Dégradation des Terres Arides et l'Evaluation des Ecosystèmes du Millénaire. La TURQUIE soutint la création d'une cinquième annexe pour l'Europe Centrale et de l'Est.

Les ONG décrivent leurs activités au niveau local pour soutenir la mise en œuvre de la CCD. Le Président conclut le segment notant que les déclarations reflétaient un fort soutien à la CCD de la part des Parties développées et en développement ainsi que des institutions internationales.

**LE DIALOGUE DES ONG:** Le deuxième dialogue ouvert avec les ONG considéra les perspectives du genre dans la lutte contre la désertification. Ouvrant la session, le Secrétaire Exécutif Adjoint de la CCD, Kalela, nota que bien que les femmes dans les régions désertifiées sont les plus lourdement touchées par la désertification, il y a une présence large et croissante de femmes dans les prises de décisions, qui pourraient élaborer des politiques pour la transformation de la réalité des femmes dans les terres arides.

L'USC CANADA déclara que le but de la session était de souligner, à travers la présentation d'études de cas, quelques uns des résultats, défis et leçons apprises par les femmes dans la mise en œuvre de la CCD.

La CONFEDERATION D'ONG EN AFRIQUE CENTRALE (Cameroun) nota les approches du sommet vers le bas, semi-dirigées et de la base vers le haut dominantes dans le développement des Programmes d'Action Nationaux (PAN) et déclara que la plus part des rapports nationaux manquaient d'information sur la participation des femmes. En dépit des efforts des gouvernements pour canaliser le genre, le MOUVEMENT DES FEMMES OUGANDAISES POUR LA PLANTATION D'ARBRES nota les contraintes persistantes, incluant l'insécurité des terres, les crédits insuffisants et les conflits. L'ASSOCIATION DE FORMATION ET D'APPUI DE DEVELOPPEMENT (Mali) se focalisa sur l'éducation de la fillette et des programmes d'alphabétisation des femmes, et leur impact sur la conservation des ressources nationales.

Dans la discussion qui suivit, l'AUSTRALIE mit l'accent sur l'importance des autorités locales dans l'accomplissement du développement durable.

L'OUGANDA décrit les domaines de mesures recommandés pour la canalisation du genre, basés sur les résultats d'une étude locale. Le SIERRA LEONE appela à un format pour inclure les activités des ONG dans les rapports nationaux de la CCD. Notant qu'une focalisation sur les droits et autorisations assure le succès dans la mise en œuvre de projets, la NORVEGE souligna que ces questions devraient être le point de mire dans les terres arides et mit l'accent sur l'implication des femmes.

NATURAMA (Burkina Faso), déclara que la coopération devait dépasser les aspects techniques et des politiques de mise en œuvre, pour inclure les aspects institutionnels et la communication. BIRDLIFE INTERNATIONAL appela les Parties de la CCD à accéder à la Convention sur les Espèces Migratrices et invita le Secrétariat de la CCD à se joindre à l'initiative du PNUE sur l'élaboration harmonisée de rapports.

Ce numéro du Bulletin des Négociations de la Terre © <enb@iisd.org> a été rédigé par Angela Churie <angela@iisd.org>, Elisabeth Corell Ph.D. <ecorell@mit.edu>, Wagaki Mwangi <wagaki@usa.net> et Malena Sell <malena@iisd.org>. Edition numérique: Franz Dejon <franz@iisd.org>. Version Française: Mongi Gadhoun <mongi.gadhoun@enb.intl.tn>. Editrice en Chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur des Services d'Information: Langston James Goree VI <kimo@iisd.org>. Les principaux bailleurs de fonds du Bulletin sont: Le Ministère Néerlandais des Affaires Etrangères, le Gouvernement du Canada (à travers l'ACDI et le D'AIT), les Etats-Unis (à travers l'USAID), l'Agence Suisse de l'Environnement, des Forêts et du Paysage (SAEFL), Le Département du Royaume-Uni chargé du Développement International (DFID), la Commission Européenne (DG-ENV) et la Fondation Rockefeller. Un soutien général a été accordé au Bulletin, au titre de l'exercice 2000, par: les Ministères Allemands de l'Environnement (BMU) et de la Coopération pour le Développement (BMZ), les Ministères Autrichiens de l'Environnement et des Affaires Etrangères, les Ministères Norvégiens de l'Environnement et des Affaires Etrangères, les Ministères Finlandais des Affaires Etrangères et de l'Environnement, le Gouvernement Australien, le Ministère Danois des Affaires Etrangères, les Ministères Suédois de l'Environnement et des Affaires Etrangères et BP Amoco. La version Française est financée par l'IEPF/AIF avec l'appui du Ministère Français des Affaires Etrangères. Le Bulletin peut être contacté par e-mail à <enb@iisd.org> et par tel : +1-212-644-0204 ; fax : +1-212-644-0206. L'IIDD peut être contacté par courriel à <info@iisd.ca> et par voie postale au 161, Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada. Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales et ce, moyennant une citation appropriée après la permission du Directeur des Services de Reportage. Les versions électroniques du Bulletin sont diffusées par courriel et sont disponibles à travers le serveur WWW Linkages à: <http://www.iisd.ca>. L'image satellite a été prise au dessus de Bonn ©2000 The Living Earth, Inc. <http://livingearth.com>. Pour plus d'information sur le Bulletin des Négociations de la Terre, envoyer un e-mail à <enb@iisd.org>.



L'ARGENTINE, au nom d'un réseau d'ONG, souligna quelques-uns des résultats des femmes dans le processus des PAN. L'ALLIANCE DES FEMMES DE ZAMBIE décrit le processus d'accomplissement d'une politique des genres en 18 points et déclara que le PAN de la ZAMBIE est sensible au genre. Le RESEAU DES CARAIBES POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE (Trinidad et Tobago) mit l'accent sur les liens entre la pauvreté, l'alphabétisme et la désertification.

Le NIGERIA, au nom du G-77/Chine, avec la NORVEGE et le PAKISTAN, exprimèrent leur soutien à des dialogues similaires avec les ONG, dans le futur. Dans ses remarques de conclusion, le Président de la CdP-4, Batjargal, déclara que si les intérêts des femmes étaient abordés, la mise en œuvre de la CCD serait réussie.

#### **GROUPE DE TRAVAIL AD HOC SUR LA MISE EN ŒUVRE RAPPORTS REGIONAUX DES GROUPE D'AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES:**

Le SALVADOR, parlant au nom de la région d'Amérique Latine et Caraïbes (ALC), mit l'accent sur les problèmes interdépendants de la dégradation des sols, de la pauvreté et de la migration. Il déclara que le Programme d'Action Régional de l'ALC (PAR) inclut: le travail sur les indicateurs et les repères; un réseau d'information; le soutien pour l'harmonisation de la politique publique; la promotion du savoir traditionnel; et le renforcement de la coopération horizontale. Le représentant souligna le problème de l'insuffisance du financement.

Dans la discussion qui suivit, le MM souligna son rôle dans l'assistance aux pays dans leur préparation de propositions de projets/ programmes financés. Le GUATEMALA appela au soutien du FEM aux projets régionaux. Les délégués mirent l'accent sur les liens entre le développement économique et la préservation des ressources foncières.

**RAPPORTS NATIONAUX DE LA REGION DE L'ALC :** L'ARGENTINE déclara que son PAN était un mécanisme qui permet une coordination décentralisée des activités nationales, sans établir un point central important. Le représentant déclara que c'est un processus continu et qu'il avait été révisé afin d'intégrer les leçons tirées. La BOLIVIE souligna la structure institutionnelle de son PAN, qui se concentre sur l'accroissement de la prise de conscience, le renforcement des compétences des autorités, la participation active et la promotion de nouvelles activités économiques. CUBA insista sur le fait que le maintien de la productivité des sols, lien entre le développement économique et social et l'action communautaire, était un aspect important de ses efforts de lutte contre la désertification. Le CHILI mit en exergue le renforcement des capacités au niveau local et le développement d'un réseau électronique comme étant des actions réussies.

Concernant les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre de la CCD, l'ARGENTINE déclara que son PAN ne disposait pas de ses propres fonds, mais bénéficiait d'une variété de sources de financement, ce qui rendait plus difficile le développement d'activités nationales et régionales. Le représentant ajouta que les subventions de l'Union Européenne à l'agriculture nuisent à la compétitivité et à la rentabilité de l'exportation de produits nationaux et impactent donc l'application de nouvelles technologies. Il invita les donateurs à inclure les préoccupations concernant la désertification dans les initiatives bilatérales. Le CHILI mit l'accent sur le manque de prise de conscience de la CCD au niveau institutionnel et l'inertie institutionnelle. Les autres problèmes soulevés incluaient la faible conscience de la gravité de la désertification, le manque d'intégration dans la planification et l'insuffisance des ressources financières.

Les délégués firent des remarques sur la contribution du MM aux PAN, la valeur de l'inclusion plus large de la partie prenante, et la manière de faire du PAN une opportunité de gagner à tous les coups pour tous les secteurs. Ils insistèrent sur les bénéfices à tirer de l'échange d'informations, de la coopération et des projets conjoints au sein de la région de l'ALC. En réponse à une question provenant de l'assistance, CUBA déclara que des résultats ont été obtenus à travers : la mise en œuvre de synergies avec d'autres secteurs, telle que la gestion durable des forêts ; et l'implication des niveaux de base, y compris les organisations féminines dans les zones rurales.

#### **RAPPORT REGIONAL DE LA MEDITERRANEE DU NORD :**

L'ITALIE présente ce rapport régional. Le représentant souligna le besoin de

reconnaître les facteurs socio-économiques au moment d'identifier les politiques propres à la lutte contre la désertification. Le délégué nota que les régions touchées par la désertification avaient un PIB 75% inférieur au PIB moyen en Union Européenne, ce qui cause des retards dans le développement économique. Il mit en exergue les priorités du PAR, y compris : l'identification des régions courantes des risques de désertification ; l'établissement d'une méthodologie commune ; la collecte, l'analyse et l'échange de données scientifiques et techniques ; la promotion du savoir traditionnel ; et la collaboration avec les activités régionales et sous-régionales existantes. Il déclara que le PAR ne duplique pas les activités nationales et se focalise principalement sur le travail en réseau. Il nota le besoin d'évaluer les impacts de la désertification sur l'environnement et les activités économiques et de promouvoir l'intégration de la lutte contre la désertification dans toutes les politiques européennes.

**RAPPORTS NATIONAUX DE LA REGION DE LA MEDITERRANEE DU NORD ET AUTRES :** L'ITALIE déclara qu'elle combattait la désertification sur un plan national et en coopération avec les pays en développement. Le représentant mit en exergue les domaines prioritaires du PAN incluant la protection des sols, la gestion durable des ressources en eau, la minimisation de l'impact de la production et la réhabilitation des terres. Le PORTUGAL nota l'érosion causée par l'eau, les pratiques agricoles pauvres, et l'abandon des terres gérées comme causes de la dégradation des sols. Le représentant nota le long processus de développement du PAN dans son pays, et déclara qu'il n'y aurait pas de nouvelles sources de financement, mais une réorientation de celles existantes. La MOLDAVIE mit l'accent sur son PAN récent qui inclut des dispositions sur les mécanismes économiques, tels que les crédits et la restructuration du système fiscal, la gestion intégrée des sols, et des mesures anti-érosion et de réhabilitation. Il appela au soutien de la mise en œuvre du PAN.

Les problèmes identifiés incluaient le manque de coordination, de financement et de participation. Les délégués discutèrent de la manière d'accroître la prise de conscience et de mobiliser la société civile, et débattirent du point de savoir s'il fallait renforcer les lois existantes ou en édicter de nouvelles pour mettre en œuvre le PAN. Un délégué soutint l'effacement des dettes pour combattre la désertification et la pauvreté, et un autre invita au renforcement des institutions locales existantes afin d'entreprendre des activités de lutte contre la désertification plutôt que d'en créer de nouvelles.

**CONSULTATIONS ET GROUPE DE TRAVAIL INFORMELS :** Le groupe de travail informel sur le programme et le budget poursuivit ses délibérations durant la journée de mercredi. Les opinions divergeaient sur le point de savoir s'il fallait accroître le budget du Secrétariat afin de concilier les trois postes non pourvus lors de la dernière biennale, à savoir une proposition d'un apport de 400 000 USD au MM, et de 300 000 USD à chacune des unités régionales.

#### **DANS LES COULOIRS**

Les consultations sur une cinquième annexe régionale pour l'Europe Centrale et de l'Est se poursuivirent mercredi. Tandis que les pays des régions appellent à l'adoption de l'annexe à la CdP-4, des points de vue divergents furent exprimés sur les procédures de soumission et d'adoption de ce qui est techniquement un amendement à la CCD. Ces pays déclarèrent que l'adoption de la cinquième annexe allait accélérer leur ratification de la Convention, même si certains représentants d'autres régions s'interrogent sur leur engagement à la CCD. Malgré les dénégations des pays donateurs, les pays des autres régions s'inquiétèrent aussi du fait que le financement pourrait être alloué aux pays visés dans la cinquième annexe, à leur détriment.

#### **A SUIVRE AUJOURD'HUI**

**LA GRANDE COMMISSION (GC) :** La GC se réunit tout au long de la journée afin d'examiner les points de l'ordre du jour sur le MM, et les questions en suspens concernant l'examen de la Règle 47 des règles de procédure. Elle examinera également les rapports sur le progrès, élaborés par les Présidents des groupes de travail informels et il est prévu qu'elle achève son travail.

**GROUPE DE TRAVAIL AD HOC :** Le groupe se réunit dans la Salle du Comité à 11h00 afin d'examiner le rapport intermédiaire fait par les Coprésidents sur l'évaluation de la mise en œuvre de la CCD. Ce rapport, qui résume les conclusions des discussions, sera présenté à la CdP et fournira les lignes directrices sur le futur travail intersessions.